



HAL
open science

Les diplomaties du nord en Algérie (1962-1968) : concurrences et complémentarités

Éric Lechevallier

► To cite this version:

Éric Lechevallier. Les diplomaties du nord en Algérie (1962-1968) : concurrences et complémentarités. Céline Pauthier; Guia Migani; Alain Messaoudi; Michel Catala. Les diplomaties euro-africaines au tournant des indépendances, Direction des Archives; Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques, pp.130-142, 2025, Diplomatie et histoire, 978-2-7355-0977-5. <10.4000/13be0>. <hal-05122386>

HAL Id: hal-05122386

<https://nantes-universite.hal.science/hal-05122386v1>

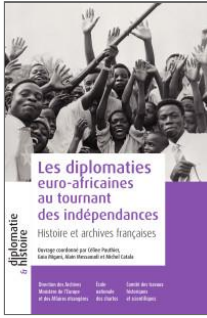
Submitted on 20 Jun 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0 - Attribution - Non-commercial use - No Derivative Works - International License



Sous la direction de Céline Pauthier, Guia Migani, Michel Catala et Alain Messaoudi

Les diplomaties euro-africaines au tournant des indépendances Histoire et archives françaises

Les diplomaties du nord en Algérie (1962-1968) : concurrences et complémentarités

Éric Lechevallier

Éditeur : Direction des Archives
Lieu d'édition : Paris
Publication sur OpenEdition Books : 13 février 2025
Collection : Diplomatie et Histoire
ISBN numérique : 978-2-7355-0977-5



<https://books.openedition.org>

RÉFÉRENCE NUMÉRIQUE

Lechevallier, Éric. « Les diplomaties du nord en Algérie (1962-1968) : concurrences et complémentarités ». *Les diplomaties euro-africaines au tournant des indépendances*, édité par Céline Pauthier et al., Direction des Archives, 2025, <https://doi.org/10.4000/13be0>.

Ce document a été généré automatiquement le 28 avril 2025.



Le format PDF est diffusé sous licence Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International - CC BY-NC-ND 4.0 sauf mention contraire.

Les diplomaties du nord en Algérie (1962-1968) : concurrences et complémentarités

Éric Lechevallier

p. 130-142

- 1 L'Algérie tient dans les années soixante une place singulière parmi les États africains. Auréolé par les années de lutte qui ont mené à son indépendance en 1962, le pays s'impose rapidement comme l'un des principaux acteurs des mouvements politiques qui traversent le tiers-monde et l'Afrique. Son soutien aux combats des peuples colonisés et son action pour un nouvel ordre économique mondial s'inscrivent dans le cadre du multilatéralisme, à l'ONU, au sein du Mouvement des non-alignés comme de l'Organisation de l'unité africaine et de la Ligue arabe¹. Pour autant, les relations extérieures de l'Algérie ne se limitent pas, tant s'en faut, aux seuls pays du Sud : face aux gouvernements des blocs occidental et oriental, l'Algérie défend non seulement ses causes et celles de ses partenaires, mais noue aussi des partenariats au service de ses intérêts nationaux.
- 2 Symétriquement, les deux blocs et leurs membres cherchent également à établir des relations avec les pays du tiers-monde. Parmi eux, l'Algérie, géographiquement proche de l'Europe – l'un des principaux théâtres de la Guerre froide – est l'objet d'une attention soutenue. De nombreux gouvernements y développent, dans le courant des années soixante, des stratégies d'influence qui s'appuient sur les coopérations civile et militaire et sur le commerce.
- 3 On envisagera ici le « Nord » comme l'ensemble des puissances du monde dit développé, par opposition au « Sud » ou tiers-monde. Nous nous proposons d'identifier les stratégies et les formes d'intervention des partenaires de l'Algérie, en prenant en compte le contexte de la guerre froide, mais aussi d'autres dynamiques propres à chaque bloc ou bien à tel ou tel pays.
- 4 Notre propos se concentrera sur quelques puissances représentatives des concurrences et des complémentarités qui sont à l'œuvre : les deux superpuissances, États-Unis et URSS, la France, ancienne puissance coloniale incontournable, mais aussi des pays

moins influents, mais qui jouent un rôle significatif comme, à l'Est, la Bulgarie ou, à l'Ouest, l'Allemagne fédérale.

- 5 On se limitera pour ce survol à la période 1962-1968. L'année 1962 est celle de la mise en place de l'État algérien, alors dirigé par Ahmed Ben Bella, et de sa diplomatie. La période 1967-1968, quant à elle, voit une inflexion assez nette de la politique extérieure algérienne². Une orientation plus agressive s'affirme alors, marquée par la rupture des relations diplomatiques avec les États-Unis en 1967 et une succession de crises et d'accords avec la France durant l'année 1968. En dépit des flottements survenus dans le sillage du coup d'État du colonel Boumédiène, qui a pris le pouvoir en juin 1965, la continuité de la politique étrangère algérienne est assez marquée durant toute cette période. Elle est notamment incarnée par la figure d'Abdelaziz Bouteflika, ministre des Affaires étrangères depuis 1963³.
- 6 On tentera ici de répondre à plusieurs questionnements. D'abord, quelles sont les motivations des dirigeants du Nord, qu'elles soient nationales ou communes à un bloc ? Ensuite, quelles formes d'action privilégient-ils ? Enfin, quelles sont les parts prises, au sein de chaque bloc, par les différentes puissances étudiées ? Comment évoluent-elles dans le temps et que révèlent-elles tantôt des complémentarités assumées, tantôt des concurrences entre États et blocs ?

Le bloc de l'Est en Algérie : de la « sous-traitance » à l'implication directe de l'URSS

- 7 Dans la confrontation Est-Ouest, Alger semble afficher très nettement sa préférence pour les pays communistes, sans exclusive d'ailleurs, entre le bloc soviétique, la Chine et la Yougoslavie. L'URSS a su depuis la fin des années cinquante renouveler sa stratégie en direction du tiers-monde, qui devient un nouveau terrain d'affrontement avec l'Occident. Elle fait d'ailleurs preuve d'une certaine souplesse, puisqu'il ne s'agit plus de soutenir les seuls partis communistes, souvent trop faibles, mais de s'adresser directement aux gouvernements des « « démocraties révolutionnaires » » engagés dans la « « voie non capitaliste »⁴ ». Les pays identifiés par Moscou sont le plus souvent des membres actifs des non-alignés ou des mouvements panarabe ou panafricain. L'Algérie est donc pour l'URSS une cible parfaite. Outre la lutte contre l'influence occidentale, la politique d'ouverture de Moscou cherche aussi à limiter l'audience des rivaux communistes que sont Belgrade, pionnier du non-alignement, et Pékin, promoteur des mouvements révolutionnaires les plus radicaux.

Les jalons du rapprochement avec le bloc de l'Est

- 8 Les relations entre l'Algérie, l'URSS et les autres pays du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM) remontent aux premiers soutiens que ces derniers ont accordés au FLN à partir de 1956 et qui se sont par la suite amplifiés. L'URSS a pourtant évité de pousser trop loin son engagement, soucieuse qu'elle fût de ménager la France du général de Gaulle, vue comme un utile facteur de division au sein du camp occidental. Les gouvernements communistes se sont empressés de reconnaître le GPRA dans la foulée des accords d'Évian, et ont établi dès l'automne 1962 des ambassades à Alger. Comme en Égypte, l'URSS ne prend guère ombrage de l'interdiction du parti communiste local, privilégiant les relations d'État à État et comptant sur l'implication des communistes algériens dans le « « processus révolutionnaire »⁵ ». L'année 1963 voit la

signature de nombreux accords de coopération bilatérale avec les pays communistes⁶, parmi lesquels se distingue la Bulgarie, qui fait figure de tête de pont de la coopération civile⁷. À son échelle pourtant modeste, elle est pendant quelques années le premier contributeur de la coopération des pays communistes, axée sur la médecine, sur les questions agricoles et techniques et sur l'accueil d'étudiants à Sofia. Cette aide est chaleureusement saluée par les dirigeants algériens, Ben Bella programmant notamment une étape de sa tournée Est-européenne à Sofia, au printemps 1964. L'URSS, quant à elle, se réserve l'essentiel de la coopération militaire⁸, avec de nombreuses livraisons d'armements et l'envoi d'instructeurs, qui contribuent au développement et à la professionnalisation de la jeune armée algérienne. Pour autant, Moscou se place délibérément au second rang, « sous-traitant » en quelque sorte la coopération civile à un acteur qui pourrait être plus difficilement accusé de néo-impérialisme. L'Algérie de Ben Bella vante d'ailleurs ouvertement la solidarité entre peuples socialistes, tandis qu'elle minore en revanche l'aide occidentale, pourtant fort importante, comme on le verra.

- 9 Le développement des relations commerciales est un autre objectif affiché lors de la signature des accords bilatéraux. Celles-ci restent pourtant très faibles par comparaison avec l'Ouest, les pays socialistes ne représentant que 3 % du commerce extérieur de l'Algérie en 1964⁹. Le CAEM est d'ailleurs perdant dans l'affaire, avec une balance commerciale déficitaire, contrairement aux pays de la Communauté économique européenne : ces échanges s'apparentent donc plus à une forme d'aide économique qu'à un réel essor commercial.

Crise et requalification des relations

- 10 Le coup d'État du 19 juin 1965 marque un tournant dans les relations avec l'Est : la ligne hésitante du gouvernement Boumédiène, dans ses premiers mois, avec les avances qu'il fait à la France et la répression à l'encontre des communistes algériens, entraîne un sérieux refroidissement des relations, et même le départ d'un certain nombre de coopérants. Le soutien plus ou moins direct apporté par Sofia ou Moscou à des membres du Parti communiste algérien (PCA) irrite aussi très fortement les dirigeants algériens.
- 11 Si la longue visite de Boumédiène à Moscou, en décembre 1965, contribue à rassurer les dirigeants soviétiques, elle est moins spectaculaire que celles de Ben Bella avant lui, les styles respectifs de Boumédiène, Brejnev et Kossyguine étant certainement moins flamboyants que ceux de Krouchtchev et Ben Bella. Malgré une couverture considérable par les médias soviétiques, on reçoit maintenant plus un partenaire qu'un ami. La coopération se poursuit, sans accroissement notable, mais sans réduction¹⁰. Les deux années qui suivent sont en effet marquées du sceau de l'ambiguïté, et il faut attendre les lendemains de la guerre des Six Jours pour assister à un début d'évolution et à la conclusion de nouveaux accords avec l'URSS en 1968. En se limitant toujours aux cas soviétique et bulgare, on peut caractériser cette évolution de deux manières :
- 12 1° La relation avec la Bulgarie, très dégradée depuis 1965, ne parvient jamais réellement à redémarrer, Alger préférant maintenant s'adresser au donneur d'ordre plutôt qu'à l'exécutant. Les orientations économiques du régime algérien, qui veut développer son industrie à grande échelle, l'incitent à solliciter directement l'URSS, dont les moyens et les compétences sont bien plus importants. Moscou est alors amené à intervenir plus directement, renonçant au partage des rôles avec ses filiales est-européennes. Le

principe de subsidiarité, que nous retrouverons sous une autre forme en Occident, a donc des limites assez marquées, la délégation à la Bulgarie ne durant que tant qu'elle est efficace. Sofia réoriente d'ailleurs une partie de son action extérieure vers la Syrie baathiste dès 1966.

- 13 2° L'exigence algérienne de traiter directement avec le « patron » soviétique illustre la volonté d'affirmation d'une puissance montante du tiers-monde. Si les moyens civils et militaires fournis par l'URSS sont en nette augmentation, l'Algérie n'hésite pas à hausser publiquement le ton face à son partenaire, à qui elle reproche son absence de soutien aux pays arabes lors de la guerre des Six Jours, tout comme la concurrence naissante du gaz soviétique sur le marché occidental. Abdelaziz Bouteflika critique ainsi en mai 1967, lors du séminaire des partis socialistes arabes d'Alger, « un pays socialiste qui coopère avec les capitalistes au détriment des pays du tiers-monde¹¹ ». De même, les autorités algériennes s'opposent fermement à toute tentative d'implantation des armées de l'Est sur leur territoire. En dépit des approches soviétiques pour disposer de bases sur le sol algérien, le départ des militaires français entre 1962 et 1970 ne permet pas à leurs collègues soviétiques de leur succéder. De manière emblématique, la base navale de Mers-El-Kébir, restituée par la France le 1^{er} février 1968, demeure réservée à la marine algérienne. En dépit de ces rebuffades, les Soviétiques maintiennent leur partenariat avec les Algériens. L'enjeu que représente pour l'URSS ce partenaire méditerranéen est trop important pour laisser ces quelques froissements mettre à mal la bonne volonté soviétique. Le farouche nationalisme algérien consolide et canalise ainsi avec habileté une aide qui pourrait devenir trop envahissante.

Les Occidentaux en Algérie ou le principe de subsidiarité

Les motivations

- 14 Si l'influence croissante du bloc de l'Est en Algérie est perçue par les États occidentaux comme une sérieuse menace – le risque d'un basculement de l'Algérie indépendante dans le camp de Moscou inquiétait déjà durant la guerre d'indépendance – elle n'entraîne pas de leur part une attitude uniforme.
- 15 À partir de 1962, la position centrale de l'Algérie, en Afrique du Nord et à proximité de l'Europe occidentale, ses ressources en hydrocarbures et ses infrastructures militaires encore utilisées par la France, pays membre de l'Alliance atlantique, représentent un enjeu stratégique majeur, qui préoccupe notamment Paris et Washington. Le précédent cubain est présent dans beaucoup d'esprits. Selon le mot de Jean de Broglie, secrétaire d'État français aux Affaires algériennes, « l'Algérie ne doit pas être à la France ce que Cuba est aux États-Unis¹² ». En 1964, le département d'État, reprenant les affirmations de la commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants, qualifie le régime algérien de « marxiste » et voit dans le pays l'un des points critiques de la progression du communisme en Afrique¹³.
- 16 Dans les chancelleries, on a considéré dès 1962 qu'il fallait assurer une présence à Alger : un an après l'indépendance, pratiquement tous les États occidentaux sont représentés par une ambassade ou un consulat. Il s'agit, notamment pour les pays qui ont moins de liens historiques avec l'Algérie, de « se donner plus d'importance en face des missions fort étoffées des pays de l'Est¹⁴ » qui sont leurs concurrentes directes. La République

fédérale d'Allemagne observe ainsi avec méfiance l'arrivée d'une mission commerciale est-allemande. Selon le consul ouest-allemand, M. von Nostitz, « il ne faut pas laisser aux pays de l'Est le monopole de l'empressement¹⁵ ».

- 17 La coopération civile apparaît comme le meilleur moyen d'asseoir l'influence de l'Occident en Algérie. La France, les États-Unis et la RFA, suivis dans une moindre mesure par d'autres États, répondent favorablement aux demandes d'aide du gouvernement algérien. Leurs attitudes sont en revanche plus diverses dans le domaine militaire. Face à l'influence croissante des Soviétiques sur l'armée algérienne, faut-il conserver une position réservée, ou au contraire répondre positivement aux demandes de formation et d'équipement des militaires ? Quand les Américains et les Allemands s'y refusent¹⁶, les Français débattent de la question : « avons-nous intérêt en refusant notre assistance à pousser [les Algériens] plus loin encore dans les bras des Russes ou des Chinois ? », écrit ainsi l'attaché des forces armées à Alger au début de 1965¹⁷. Une mission française de coopération militaire est créée en 1964. Son périmètre d'action, au départ assez limité, s'étend progressivement à partir de 1968¹⁸.

La France : une première place incontestée

- 18 Six ans après Suez, la fin du conflit algérien a permis au général de Gaulle de renouer avec les pays de la Ligue arabe, dès 1963. Dans ce cadre, la proximité avec l'Afrique du Nord constitue l'un des vecteurs de la restauration de l'influence de la France dans le monde arabe. Le Maghreb est aussi et surtout envisagé comme la zone d'influence la plus proche de la France en Afrique. Dans ce cadre, la France entend bien conserver un poids aussi important que possible en Algérie. Le choix de miser sur ce pays est fait dès 1962, et le complexe tête-à-tête franco-algérien demeure durant toute la présidence du général de Gaulle le pivot de sa politique maghrébine. La perte brutale de l'Algérie doit être compensée en faisant des relations avec ce pays un laboratoire de la politique de coopération de la France avec le tiers-monde : c'est en quelque sorte l'anti-Guinée. Par contraste, les mauvaises relations de De Gaulle avec Bourguiba et Hassan II contribuent aussi à maintenir la priorité algérienne en Afrique du Nord.
- 19 Sans nous appesantir sur les nombreux aléas de la relation bilatérale, notons d'abord que sa consistance tient d'abord au commerce : en 1964, 71,6 % des échanges de l'Algérie sont réalisés avec la France, et 70,5 % du pétrole algérien lui est vendu¹⁹. L'effort de coopération est important, avec plus de 12 000 agents français présents en 1965, devançant largement tous les autres pays actifs en Algérie²⁰. Si la coopération militaire n'est encore qu'à ses balbutiements, l'utilisation prévue par les accords d'Évian du port de Mers-El-Kébir, de bases aériennes, des sites d'essais nucléaires et chimiques, marque aussi l'importance de la relation avec l'Algérie.
- 20 Tout ceci explique pour une large part l'extrême souplesse de la France vis-à-vis de ce partenaire exigeant qu'est l'Algérie. Aucune crise, aussi sévère soit-elle, n'entraîne de rupture, que ce soit après la nationalisation des terres des colons en 1963 ou lors des conflits viticole et migratoire de 1968. On tient des deux côtés à préserver cette relation dure, mais nécessaire. Aussi, les accords succèdent souvent aux crises, que ce soit sur les hydrocarbures en 1965 ou sur l'immigration en 1964 et 1968. Pour la France de De Gaulle, tant que la primauté de l'ancienne métropole demeure et que ses intérêts stratégiques sont protégés, l'essentiel est sauf. Cette vision de l'intérêt national surpasse nettement, dans l'esprit des dirigeants politiques français, le rôle de « rempart de l'Occident » intégré à l'OTAN qui transparait parfois dans la correspondance des

diplomates. Cette même primauté est d'ailleurs le prisme à travers lequel la France scrute l'action de ses alliés occidentaux, au premier rang desquels figurent les États-Unis.

Les États-Unis : une superpuissance en retrait

- 21 Les États-Unis s'intéressent à l'Afrique du Nord depuis la Seconde Guerre mondiale. Ils ont soutenu discrètement l'autonomie puis l'indépendance des trois pays, assurant un délicat équilibre entre l'aide à l'allié français et l'ouverture vers les élites maghrébines. Depuis le retour du général de Gaulle, le gouvernement américain a limité ses interventions sur la question algérienne. Les États-Unis partagent d'ailleurs avec la France deux préoccupations : préserver l'ancrage occidental de l'ensemble de la région et, avec les déboires de l'unité maghrébine, assurer un certain équilibre entre les régimes d'Alger, Rabat et Tunis. Tout en étant présents et attentifs à l'évolution de la région, ils ne souhaitent pas y prendre la première place. Pour Washington, la France a vocation à conserver son leadership dans la région, mais il faut, là où elle réduit sa participation, se tenir prêt à prendre son relai, notamment en Tunisie et au Maroc, dont les relations avec la France sont tumultueuses.
- 22 De fait, en Algérie, la relation franco-américaine est bien plus apaisée qu'au niveau gouvernemental. En pleine crise de l'OTAN, les représentants de Paris et Washington cohabitent et coopèrent sans grande difficulté à Alger. Tout au long des trois premières années de l'indépendance, les interlocuteurs américains des diplomates français ne manquent jamais de répéter leur attachement à ce partage des rôles. L'ambassadeur Georges Gorse souligne ainsi, lors du départ de son collègue américain William Porter, à l'été 1965, qu'il « s'est toujours montré amical à l'égard de la France et d'une parfaite correction dans son comportement »²¹. »
- 23 Pour autant, les Américains sont bien présents dans le pays. Les programmes *Food for peace* et *Food for wages* sont le principal outil de l'aide américaine, qui permet de livrer des surplus agricoles américains dès avril 1962. De l'aveu même des autorités locales, environ 40 % de la population bénéficie de cette aide en 1963²². Les volumes livrés dépassent ceux de tous les autres pays contributeurs, hormis la France. L'apport à l'économie algérienne est considérable : les livraisons correspondent à 7 % des importations payées par l'Algérie en 1963-1964²³.
- 24 Les autorités américaines font aussi le choix d'une certaine discrétion sur leur action. Cette attitude offre un saisissant contraste avec l'emphase des gouvernements arabes et de leurs homologues communistes, qui font de la coopération avec l'Algérie un objet majeur de leur propagande²⁴, tout comme avec l'attitude de la France. Il faut dire que, pour les États-Unis, l'Algérie n'est pas un partenaire majeur, et que l'incompréhension croissante entre les deux gouvernements n'incite pas à une publicité tapageuse.
- 25 Kennedy a pourtant offert à Ben Bella sa première consécration internationale, le recevant à la Maison-Blanche dès octobre 1962, à l'occasion de l'admission de l'Algérie à l'ONU. L'image est belle, mais elle est vite ternie par le détour que le dirigeant algérien s'autorise ensuite à La Havane, où il prend fait et cause pour Fidel Castro. Dès lors, les relations politiques vont progressivement se dégrader, à mesure que Ben Bella se rapproche du bloc de l'Est. Jusqu'à la fin de 1963, la bonne volonté de Kennedy permet de maintenir une relation d'une assez bonne tenue. Malgré les « coups d'épingle » de la diplomatie algérienne, le département d'État est décidé à faire preuve de patience avec

ce partenaire turbulent. La ligne est donc inchangée : maintien de l'aide sans surenchère avec l'URSS et coordination avec la France²⁵.

- 26 La mort de Kennedy et l'arrivée de Lyndon Johnson à la présidence coïncident avec une nette dégradation des relations. Le rapprochement avec l'Union soviétique est bien sûr le premier grief fait à Ben Bella. Le discours qu'il prononce à Moscou en 1964, critiquant le « pain empoisonné » que constituerait l'aide de certains États à son pays, est particulièrement mal reçu. Le soutien accordé par Alger aux mouvements armés du tiers-monde contribue aussi à aigrir les relations bilatérales. Surtout, la question vietnamienne devient le prisme à travers lequel Johnson envisage les rapports de son pays avec le tiers-monde²⁶. Le Congrès et la majorité de la presse sont tout aussi hostiles : dès septembre 1963, *Newsweek* avait ainsi rebaptisé le leader algérien « Ben Castro » !
- 27 Hervé Alphand, ambassadeur de France à Washington, explique ce malentendu à son homologue algérien Cherif Guellal dès juin 1964 :
- Les États-Unis ont beaucoup de difficultés à s'adapter à l'existence du tiers-monde et à ne pas considérer comme leur ennemi quiconque suit, soit dans le domaine intérieur soit sur le plan international, une ligne différente de la leur. Dans nos conversations avec les représentants des États-Unis, nous ne manquons pas, en tant que leurs alliés, d'essayer de leur faire admettre et comprendre le sens du non-alignement du tiers-monde²⁷.
- 28 On mesure ici combien, dans la subsidiarité entre la France et les États-Unis, les représentants français se sentent assurés de leur avantage et s'efforcent de s'attirer la sympathie des dirigeants du tiers-monde et des non-alignés, suivant la ligne tracée par le général de Gaulle depuis 1963. Finalement, l'Algérie choisit de rompre les relations diplomatiques avec les États-Unis en juin 1967, en protestation contre leur soutien à Israël durant la guerre des Six Jours. Pour autant, la rupture n'est pas aussi brutale qu'il y paraît. Les relations commerciales ne s'interrompent pas et les achats d'hydrocarbures par les compagnies américaines continuent en quelque sorte à financer l'Algérie.

La RFA : entre perspectives économiques et contingences politiques

- 29 D'autres États, sans faire du Maghreb un terrain d'action majeur, sont prêts à prendre leur part de l'action du camp occidental pour l'amarrer au « monde libre ». Ils recherchent également des débouchés commerciaux, l'indépendance ayant ouvert les échanges avec une région qui était autrefois la chasse gardée de la France. L'Algérie, à la suite du Maroc et de la Tunisie, cherche très vite à diversifier ses partenaires, les ministres des secteurs économiques multipliant les visites en Europe occidentale dès 1963, à la recherche de clients et de programmes de coopération.
- 30 La RFA se distingue parmi ces pays. État à la souveraineté limitée, elle s'efforce à partir des années cinquante de trouver une place sur la scène internationale, sans mécontenter ses vainqueurs et protecteurs. La France, par exemple, marque une certaine bienveillance à la politique allemande, mais entend conserver sa domination sur les relations avec son ancien empire colonial. Les échanges commerciaux apparaissent ici comme un levier d'influence important, l'industrie allemande retrouvant assez vite ses capacités d'exportation. Bonn fait aussi de l'aide au développement l'un des axes de sa réinsertion sur la scène diplomatique²⁸. De fait, en Algérie, Bonn est, après Paris, le second contributeur de l'aide et également son second partenaire commercial.

- 31 Mais, si le commerce domine, les préoccupations politiques ne sont jamais loin. Dès 1962, les Allemands ont assuré les Français de leur reconnaissance de la prépondérance de la France en Algérie²⁹ ; ils se refusent également à développer une coopération militaire, laissant le champ libre à la France dans ce domaine. La France paraît se satisfaire de cette position prudente de la RFA. En revanche, lorsque Bonn commence à s'intéresser à la question des hydrocarbures, les diplomates français ne manquent pas de rappeler à leurs interlocuteurs l'importance de la position française dans ce domaine, et le souhait que les initiatives allemandes n'interfèrent pas avec les négociations en cours³⁰.
- 32 La crainte que l'Algérie ne se rapproche du camp communiste et reconnaisse officiellement la RDA pousse aussi la RFA à adopter une politique algérienne plus volontariste que celles d'autres Européens, d'autant plus que l'Algérie a montré sa considération pour la RFA en nouant des relations diplomatiques avec elle seule, et qu'elle n'accueille qu'une mission commerciale est-allemande.
- 33 C'est pourtant un tout autre pays, Israël, qui va entraîner la rupture entre l'Algérie et la RFA. Déjà en bons termes avec l'État hébreu durant le mandat du chancelier Adenauer, la RFA pousse le rapprochement jusqu'à établir avec lui des relations diplomatiques officielles, le 12 mai 1965. Ben Bella attaque alors très durement la RFA et rompt les relations diplomatiques. La portée de la rupture est cependant plus limitée qu'il n'y paraît, les diplomates des deux pays s'employant à en minimiser les effets, avant même la rupture formelle. Alger n'envisage d'ailleurs pas de reconnaître la RDA. En contrepartie, la mission médicale ouest-allemande est maintenue en Algérie, et la RFA prévoit de poursuivre ses achats de produits algériens : comme avec les États-Unis, les intérêts bien compris des deux pays commandent le maintien de la part la plus stratégique des relations.
- 34 Plusieurs traits caractérisent les relations entre les pays du Nord et l'Algérie, dans ses premières années d'indépendance. Les motivations des blocs et des États sont finalement assez proches, quel que soit leur positionnement : il s'agit avant tout de gagner en influence ou de contrer celle des adversaires – ou de certains partenaires ! Pour l'Est, la recherche d'une proximité politique est primordiale, surtout sous Ben Bella et Khrouchtchev. Elle sert aussi, pour Moscou, un objectif identique à celui des Occidentaux : la sécurité stratégique en Méditerranée. Les intérêts économiques ont aussi leur part, mais sont plus évidents à l'Ouest qu'à l'Est. Les formes d'actions choisies répondent à ces orientations et sont essentiellement positives, la coopération civile et militaire et le commerce tenant le premier rang, la première l'emportant pour les Soviétiques, le second pour les Américains et les Allemands, tandis que la France mise sur les deux. À une époque où Soviétiques, Américains et Français font preuve d'un fort interventionnisme dans leurs sphères respectives d'influence, tous font avec l'Algérie preuve d'une souplesse remarquable, et bannissent la contrainte dans leurs relations avec Alger. Au sein de chaque bloc, également, un partage des tâches assez évolutif s'établit, créant une forme de subsidiarité entre puissances du même camp.
- 35 Mais si les blocs et les États sont en apparence concurrents, du point de vue algérien, ils sont aussi complémentaires. L'Algérie, en effet, joue un jeu qui gagne en complexité, et exploite non seulement la concurrence entre l'Est et l'Ouest, mais aussi les failles et les contradictions au sein de chaque bloc. Avec l'Ouest, elle joue – malgré une pratique diplomatique assez rude – la carte de la France, malmenant plus les États-Unis qui lui sont finalement moins utiles. Avec l'Est, elle force, en jouant là encore des crises, une requalification des relations directes avec Moscou, au détriment de Sofia, éphémère

avant-garde des pays de l'Est en Algérie. À partir de 1965, alors que le Maroc et la Tunisie privilégient l'alliance occidentale et des relations fortes avec les États-Unis, l'Algérie se veut le meilleur partenaire de la France comme de l'URSS au Maghreb – au moment même où Paris et Moscou se rapprochent. Lors des célébrations du 1^{er} novembre 1965, symboliquement, seuls les ambassadeurs français et soviétique sont honorés d'un entretien particulier avec le colonel Boumédiène³¹.

- ³⁶ Pourtant, si elles se retrouvent pour critiquer la domination américaine, la France et l'URSS demeurent en Algérie en situation de compétition. L'une comme l'autre cherchent à maintenir ou attirer l'Algérie dans leur obédience ; l'une comme l'autre utilisent de coûteuses politiques de coopération pour servir cet objectif. Terrain de ces concurrences multiples, l'Algérie évite habilement de se placer sous la protection d'une seule puissance. Déjà sous Ben Bella, elle refusait de choisir entre Moscou, Pékin ou Belgrade, même si elle revendiquait clairement sa place dans le camp progressiste. Les pragmatiques Boumédiène et Bouteflika poussent le « non-alignement positif » à un niveau plus élevé : les amitiés française et soviétique, loin d'être pour eux contradictoires, forment de fait un système de réassurance, qui permet à l'Algérie d'obtenir de ses partenaires une aide économique et militaire substantielle. Protégée des menaces extérieures, l'Algérie peut alors mettre en œuvre sa politique de développement économique et d'affermissement de l'État.

NOTES DE BAS DE PAGE

1. J. J. Byrne, *Mecca of Revolution. Algeria, Decolonization, and the Third World Order*.
2. P. Vermeren, *Histoire de l'Algérie contemporaine. De la Régence d'Alger au Hirak (XIX^e-XXI^e siècles)*, p. 275-287.
3. N. Grimaud, *La politique extérieure de l'Algérie (1962-1978)*, p. 9-16.
4. J. Lévesque, *L'URSS et sa politique internationale de Lénine à Gorbatchev*, p. 225-228 ; O. A. Westad, *Histoire mondiale de la guerre froide (1890-1991)*, p. 295-296.
5. CADN, Alger, 21PO/1/358, note du ministère des Affaires étrangères (MAE), « La doctrine soviétique et le problème de la révolution dans le tiers-monde », 17 décembre 1965.
6. CADN, Alger, 21PO/1/350, dépêche de l'ambassade de France à Alger, « L'aide des pays socialistes européens à l'Algérie », 3 février 1969.
7. É. Lechevallier, « La coopération bulgare en Algérie. L'espoir déçu d'une relation privilégiée (1962-1989) », p. 115-124.
8. I. Gridan et G. Le Boulanger, « Les relations militaires entre l'Algérie et l'URSS, de l'indépendance aux années 1970 », p. 37-61.
9. CADN, Alger, 21PO/1/188, « Le commerce extérieur de l'Algérie en 1964 », juin 1965.

10. CADN, Alger, 21PO/1/358, télégrammes des ambassades à Alger, 18 et 20 décembre 1965, et Moscou, 22 décembre 1965.
11. CADN, Alger, 21PO/1/49, dépêche n° 33/AP de l'ambassade de France à Alger, 7 juin 1967.
12. Cité par *Le Monde*, 7 novembre 1964.
13. CADN, Alger, 21PO/1/398, télégramme de l'ambassade de France à Alger, 7 avril 1964.
14. CADN, Alger, 21PO/1/190, télégramme de l'ambassade de France à Bonn, 23 août 1963.
15. CADN, Alger, 21PO/1/190, télégramme de l'ambassade de France à Rocher-Noir, 19 septembre 1962.
16. CADN, Alger, 21PO/1/190, télégramme de l'ambassade de France à Bonn, 28 janvier 1964.
17. CADN, Alger, 21PO/1/227, note (s.d.) de l'attaché des forces armées, dossier du conseil des affaires algériennes du 11 mars 1965.
18. I. Gridan et G. Le Boulanger, « Les relations militaires entre l'Algérie et l'URSS, de l'indépendance aux années 1970 », p. 54-55.
19. CADN, Alger, 21PO/1/188, « Le commerce extérieur de l'Algérie en 1964 ».
20. CADN, Alger, 21PO/1/327, « La coopération culturelle et technique de juillet 1962 à juin 1965 ».
21. CADN, Alger, 21PO/1/400, télégramme de l'ambassade de France à Alger, 9 septembre 1965.
22. CADN, Alger, 21PO/1/400, note de Louis Delamarre à l'ambassadeur Georges Gorse, 1^{er} juin 1963.
23. CADN, Alger, 21PO/1/398, note de la mission économique et financière de l'ambassade de France à Alger, 30 mars 1965.
24. CADN, Alger, 21PO/1/400, « L'aide étrangère à l'Algérie », note de la mission économique et financière de l'ambassade de France à Alger, 25 juillet 1963.
25. CADN, Alger, 21PO/1/398, télégramme de l'ambassade de France à Washington, 5 septembre 1963.
26. E. Gettig, « "Trouble Ahead in Afro-Asia" : The United States, the Second Bandung Conference, and the Struggle for the Third World, 1964-1965 », p. 139.
27. CADN, Alger, 21PO/1/398, télégramme de l'ambassade de France à Washington, 22 juin 1964.
28. W. Scheel, « La politique de la République fédérale allemande en matière d'aide au développement », p. 101-113.
29. CADN, Alger, 21PO/1/190, télégramme de l'ambassade de France à Rocher-Noir, 19 septembre 1962.
30. CADN, Alger, 21PO/1/190, télégramme du ministère des Affaires étrangères, 5 octobre 1964.

31. CADN, Alger, 21PO/1/358, télégramme de l'ambassade de France à Alger,
1^{er} novembre 1965.

AUTEUR

Éric Lechevallier